

REGARDS

REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Valeurs Républicaines

Manuel Pedraza Laborda

L'AREL milite pour que les idéaux de la Deuxième République soient respectés et sauvegardés.

Selon ses statuts en tant que a.s.b.l. luxembourgeoise, l'AREL (Amis de la République espagnole au Luxembourg) « a pour objet d'honorer la mémoire des combattants républicains pendant la guerre civile espagnole, de défendre les idéaux de la Deuxième République espagnole et de contribuer à la défense et à la diffusion des valeurs républicaines ». Ces valeurs républicaines, toujours d'actualité, que l'association prétend défendre, trouvent leur origine dans la rationalité et l'humanisme : défense universelle des droits de l'homme, défense du service public, égalité sociale, indépendance judiciaire, laïcité, enseignement public sans intervention ecclésiastique, aspiration légitime des peuples à diriger leur propre destin, volonté réelle de résoudre les litiges sans avoir recours à la guerre.

Les raisons qui expliquent l'existence de l'AREL sont tout d'abord le souvenir de l'expérience de la Deuxième République proclamée le 14 avril 1931, qui a été la matérialisation du désir de renouvellement de la société espagnole dans tous les domaines. Donc de la volonté de rompre avec des siècles de décadence

ce politique, économique, sociale et culturelle, et du besoin d'en finir avec une situation d'injustice universelle, et ce dans tous les domaines. En bref, il s'agissait d'alimenter des millions d'affamés aussi bien dans le sens littéral du terme que du point de vue culturel. Le régime républicain, basé entre autres sur les idéaux de la révolution française, a essayé de rompre avec une longue histoire d'injustice, de misère et d'ignorance. Cette expérience républicaine a été interrompue dans un terrible bain de sang et ses victimes n'ont jamais reçu une réparation quelconque, même morale, pas même des simples excuses officielles. Dans un courant qui s'est développé en Espagne depuis quelques années et qui poursuit l'officialisation de ce qu'on appelle en Espagne la « mémoire historique », soit le devoir de mémoire, l'AREL fait sien ce devoir et se veut de réclamer cette réparation pour des millions d'espagnols qui ont pâti la guerre civile puis l'interminable dictature franquiste.

Mais il ne s'agit pas seulement d'histoire, de mémoire, de nostalgie. La question est aussi de réclamer conséquemment le respect des valeurs républicaines qui ont été partiellement intégrées dans l'acquis de l'actuel régime démocratique espagnol, mais pas dans leur totalité. Parmi

La guerre civile en Espagne ne concernait pas que les Espagnol-e-s: l'appel à la solidarité internationale fut entendu de partout en Europe et dans le monde. Mais comme en Espagne, les patries des brigadiers internationaux peinent à honorer la mémoire de celles et ceux qui ont donné leur vie pour combattre le fascisme. Et cela bien avant qu'Hitler ne déclenche la Deuxième Guerre mondiale...



ces valeurs républicaines qui ne sont pas encore acquises il y a notamment en détail: l'élection démocratique du chef de l'Etat qui représenterait l'expression la plus avancée de l'égalité de tous les citoyens. Une deuxième valeur à rétablir, qui a d'ailleurs

été appliquée pendant la Deuxième République, serait une vraie séparation entre l'Etat et l'Eglise catholique.

L'AREL a été fondée au Luxembourg par des résidents espagnols qui partagent les mêmes valeurs républicaines et l'intérêt pour la mémoire, à

l'instar de nombreuses associations en Espagne qui travaillent pour la récupération de la mémoire historique. Comme tous les nationaux exilés ou émigrés, les Espagnols à l'étranger représentent à une petite échelle la société espagnole actuelle et les répu-

blicains en font partie comme ils font partie de la société espagnole.

Manuel Pedraza Laborda est président de l'AREL (Amis de la République espagnole au Luxembourg).

GUERRE D'ESPAGNE

Mémoires jamais complétées

Paca Rimbau Hernández / Luc Caregari

En ce 20 novembre 2009, le général Franco sera mort depuis 34 ans. Un nouveau chapitre s'inaugure, depuis la fin de la guerre civile espagnole (1936-1939). Le temps pour le woxx de se pencher sur ces temps obscurs, qui ne s'éclaircissent même pas à la lumière de l'histoire officielle.

« L'anniversaire est le cache-sexe du manque d'idées », écrivait il y a peu Thierry Chervel, le fondateur du site perlentaucher.de sur son blog. Ce faisant il s'attaquait aux journalistes qui, par manque d'initiative propre, se contentent de parcourir le calendrier pour voir quelle catastrophe - ou heureux événement - fête son anniversaire. Il est vrai que certain-e-s de nos consoeurs et frères semblent préférer puiser dans le flot intarissable des mémoires collectives. Il est vrai aussi qu'en ces derniers temps nous sommes tout simplement submergés par les jubilés - comme celui de la chute du mur, dont la cérémonie ressemblait plus à une version internationale d'« Intervilles » qu'à autre chose. Pourtant, il y a mémoire et mémoire, celle des vainqueurs et celle des oublié-e-s. Dans le cas de

la guerre d'Espagne, guerre civile qui aurait pu libérer un pays en proie à d'importants déchirements intérieurs mais qui finalement l'a fait basculer dans le fascisme, les vaincu-e-s attendent encore et toujours qu'on leur rende justice. Même 70 ans après les faits, même 34 ans après la mort de Franco...

Si le putsch franquiste a entraîné la défaite de la Deuxième République espagnole et l'exode de centaines de milliers de personnes, la mort de Franco a inauguré une nouvelle étape - dénommée Transition, qui, tout en ne satisfaisant pas le modèle de démocratie souhaité par toutes les positions et sensibilités politiques, a du moins offert la possibilité aux exilé-e-s qui attendaient le moment du retour, de combler ce désir, inhérent à la plupart des départs forcés. Pourtant, leur mémoire se trouve toujours bafouée par le fait que les vainqueurs des années trente et leurs successeurs - on pense notamment au gouvernement de José Maria Aznar - bloquent l'accès à l'histoire et aux historiens.

Dans ce petit dossier, nous nous sommes penchés sur différents aspects que cette mémoire en lambeaux laisse dans la société espagnole contemporaine qu'elle soit toujours en exil ou rentrée au pays. Nous verrons les aspects littéraires en évoquant Antonio Machado, l'histoire de l'exode, mais aussi ce qu'il en est de la mouvance républicaine espagnole de nos jours. Car pour celles et ceux qui l'auraient déjà oublié: l'Espagne est toujours une monarchie, tout comme le Luxembourg...

GUERRE D'ESPAGNE

Récupérer la mémoire

Entretien : Paca Rimbau Hernández

Alicia Alted Vigil est professeure d'histoire. Elle est notamment spécialiste de la guerre civil et de l'exil espagnol qui s'ensuivit.

woxx : Peut-on parler d'étapes ou de moments marquants de l'exil républicain espagnol ?

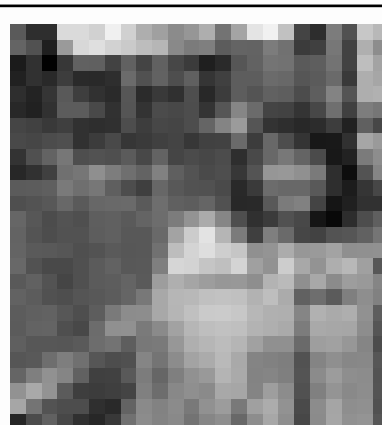
Alicia Alted Vigil : L'exil strictu sensu se produit suite à la défaite du front catalan, le 26 janvier 1936. Barcelone est occupée par les militaires soulevés. Précédemment, des déplacements de population s'étaient déjà produits, vers la France et le Portugal. Et des milliers d'enfants avaient été évacués. Le départ forcé a connu deux moments principaux. Le premier s'est produit à la chute de Barcelone, le 26 janvier 1936. L'exode massif de la population civile et le retrait de l'armée républicaine ont provoqué des entassements massifs sur les chemins vers la frontière française depuis la Catalogne. Pendant trois semaines, entre le 27 janvier et le 10 février, à peu près 500.000 personnes ont traversé la frontière, qui ensuite a été fermée. Et cela dans des conditions très dures, au milieu d'un hiver qui a été particulièrement rigoureux, sous les bombes de l'armée franquiste, qui continuait de cibler la population civile. Ce demi-million de personnes est arrivé au département des Pyrénées-Orientales, où à l'époque le nombre habitant-e-s ne dépassait pas les 250.000. Ceci explique que cette arrivée massive ait été vécue en quelque sorte comme une invasion. D'ailleurs,

le gouvernement français n'avait pas pris les mesures adéquates. La population conservatrice française ressentait de l'horreur et du refus envers ces personnes qui arrivaient dans des conditions pénibles et les considérait dangereuses, politiquement et socialement, surtout à cause des maladies qu'elles pouvaient transmettre. Un deuxième moment de l'exil s'est produit à la fin du mois de mars, deux jours avant de la chute de Madrid. Devant la défaite imminente, quelques 12.000 personnes, dont 4.000 marins, sont parties en bateau depuis Valencia, Murcia et Alicante vers l'Algérie et le Maroc. Elles ont été accueillies avec hostilité. Comme en France, elles ont été enfermées dans des camps de concentration, dans de très mauvaises conditions, dans des refuges improvisés. Certain-e-s exilé-e-s ont eu la chance de rencontrer des personnes progressistes qui ont pu leur rendre moins terrible ce passage.

Quelles sont les raisons de la vaste géographie embrassée par l'exil espagnol ?

L'exil espagnol de 1939 est très diversifié. Plutôt que d'exil, on pourrait parler d'exils. Les exilé-e-s provenaient de différentes parties du pays, surtout de l'Aragon, de Madrid et de la Catalogne. Ils étaient de tous les âges (le groupe le plus important étant celui entre 20 et 35 ans). Des hommes, des femmes, des enfants. Des politiciens, des fonctionnaires de l'administration. C'était l'exil d'un ré-

gime, l'exil de la gauche, et au sein de celle-ci il y avait également des pensées différentes : anarchistes, socialistes, communistes, libéraux... Leur appartenance sociale était également très variée : des prolétaires, des intellectuels, des personnes de vie aisée qui avaient tout perdu à cause de leur soutien à la République. Ceci explique les différentes destinations. La majorité des exilé-e-s est passée par



ALICIA ALTED VIGIL

est professeure d'histoire contemporaine à l'Université Nationale d'Education à Distance de Madrid (UNED) et membre du Réseau européen Exilio et de la direction d'AEMIC (Association pour l'étude des exils et des migrations ibériques contemporains). **Lundi 23 novembre**, à 19h30, au casino de Bonnevoie, elle tiendra une conférence intitulée : **Les exilés républicains espagnols dans une Europe en guerre.**

la France, mais de là beaucoup sont partis vers le continent américain. 35.000 sont allées en Amérique latine, dont 20.000 sont restés au Mexique, qui a été particulièrement hospitalier, grâce à la politique ouverte du président Cárdenas. Les États-Unis et le Canada qui menaient une politique plus restrictive, n'ont accepté que des professeurs, des intellectuels et des scientifiques. En Europe, à part l'URSS, Angleterre, Belgique et Suisse, aucun pays n'a accepté d'accueillir des exilés espagnols. Comparé à d'autres exils, celui des Espagnol-e-s a été davantage important du point de vue qualitatif que quantitatif. Son empreinte est due notamment à trois facteurs : sa longue durée ; la reconstitution des institutions républicaines en exil - qui, en 1945, ont été reconnues par le Mexique et la Yougoslavie - et son impact qualitatif, car la majorité des écrivains, des artistes, des scientifiques, des professionnels, des industriels qualifiés, de la population agricole qualifiée, s'est exilée. Ceci a signifié un énorme apport pour les pays d'accueil, qui n'étaient pas aussi avancés que l'Espagne des années 30, et une terrible perte pour l'Espagne, dévastée après la guerre, qui manquait cruellement de professionnels pour se reconstruire.

Où en est l'Espagne par rapport au travail de mémoire ?

L'actuel mouvement de récupération de la mémoire est lié à la remise en question de la façon dont s'est faite

la transition. Après avoir compris que les alliés n'aideraient pas les républicains à renverser le régime franquiste, beaucoup d'exilé-e-s ont décidé de rester dans le pays d'accueil. Tout au long de l'exil, les partis et les syndicats ont reconstruit les structures et sont restés liés à celles développées dans la clandestinité en Espagne, dans le but de renverser le régime et de lui manifester leur opposition. Du point de vue politique, deux pas semblaient fondamentaux, une fois que les libertés auraient été rétablies en Espagne : convoquer un référendum pour décider de la forme de gouvernement et reconnaître le travail et le combat réalisés dans la clandestinité et en exil en faveur de la démocratie. Or, des deux principales propositions politiques des premiers temps de la transition, la rupture démocratique et la réforme pactisée entre la gauche et la droite, la dernière l'a emporté. Avec une double conséquence : la monarchie n'a pas été remise en question et les responsables de la répression n'ont pas été jugés. Le silence pactisé par la gauche et la droite reste un fardeau, les blessures n'ont pas cicatrisé. Depuis quelques années, le mouvement de récupération de la mémoire se développe, à l'initiative des petits-enfants et arrières petits-enfants des vaincus et des personnes de gauche et démocrates qui considèrent que la pleine réconciliation et la consolidation de la démocratie ne seront pas possibles tant qu'une véritable revendication de la mémoire de la terrible répression subie pendant et après la guerre ne sera honorée et que les familles ne pourront faire leur deuil. La Loi de la Mémoire Historique est aussi le résultat d'un pacte et ne satisfait pas toutes les attentes qu'elle avait suscitées, mais représente un progrès remarquable. Néanmoins, on continue de faire un pas en avant et deux en arrière, comme le montre la plainte introduite contre le juge Baltasar Garzón, alors qu'il s'efforçait de rendre visible la mémoire de la guerre civile en faisant notamment ouvrir des fosses communes.

LITTÉRATURE ESPAGNOLE

« Ces jours bleus et ce soleil de l'enfance »

Entretien: Paca Rimbau Hernández

Parmi les exilés qui n'ont pas eu l'occasion de retourner en Espagne se trouve le poète Antonio Machado, décédé à Collioure le 22 février 1939, quelques jours après avoir traversé la frontière. Le professeur de littérature espagnole de l'université de Saragosse, José-Carlos Mainer donne des détails sur son sort et son art.

woxx : Comment se sont déroulés les derniers jours d'Antonio Machado ?

José-Carlos Mainer : Ils ont été aussi dramatiques qu'exemplaires. Je pense que Machado a accepté le destin de son peuple vaincu sans être un militant, en partant de son libéralisme radical et en surmontant son profond nihilisme philosophique, par pure volonté de sacrifice. Cet ultime vers écrit sur un bout de papier trouvé dans la poche de son manteau m'émouvra toujours : « Ces jours bleus et ce soleil de l'enfance ». Nous ne saurons jamais s'il pensait aux jours bleus mais froids du mois de février 1939, sur la côte française, ou simplement au souvenir toujours présent de son enfance à Séville. Il continuait inévitablement à dialoguer avec « l'homme qui m'accompagne toujours », c'est-à-dire avec lui-même.

Quel héritage nous a-t-il laissé dans les domaines politique, philosophique et littéraire ?

Dans le domaine politique, la cohérence et le désir de comprendre et de raisonner ; dans le domaine philoso-

phique, Machado représente comme très peu l'agonie de l'idéalisme de souche kantienne, une certaine méfiance envers l'intimisme émotif de Bergson et, en fin de compte et pardessus tout, l'expérience du nihilisme qu'il partage avec le philosophe et auteur espagnol Baroja. Dans le domaine littéraire, certaines parties de sa poétique sont très vivantes, au-delà même de certains vers que nous pouvons ne pas aimer. Entre autres, je souligne la fonction de la mémoire émotionnelle comme mécanisme qui organise le poème, le sens prodigieux de la suspension et de l'ellipse ainsi que de nombreuses idées sur la poésie en tant qu'incarnation de la sensibilité collective.

Que pensez-vous des écrivains des Brigades internationales ?

Je pense que, malgré les simplifications et les erreurs du 'compromis' comme devise générationnelle des années trente, la présence d'écrivains dans la guerre d'Espagne et du côté des républicains est une leçon de générosité admirable. On ne peut pas se sentir fier d'une guerre civile, mais il est évident aussi que dans les campagnes de notre pays ont été écrites de très belles pages d'un rêve international de liberté, ainsi que des pages terribles. Je ne veux pas oublier ces dernières, mais je ne peux pas accepter non plus de voir prendre le dessus cette image de la guerre 'ethnique' qu'a représenté dès 1969 la malheureuse dédicace de « San Camilo 1936 » de Cela, « Aux enrôlés de la classe de

1937 », qui exclut expressément « les aventuriers étrangers, fascistes et marxistes, qui ont tué des Espagnols comme des lapins du matin au soir et auxquels personne n'avait donné voix à ce chapitre qui a été notre propre enterrement ». Malheureusement, l'opinion de la 'nouvelle bibliographie' qui a commencé à se développer dans les années quatre-vingt-dix, sous l'égide intentionnée du régime d'Aznar et du désir de revanche de la hiérarchie de l'église catholique, suit cette voie et les Vidal et les Moa, qui incarnent le courant révisionniste, ont beaucoup de lecteurs.

ANTONIO MACHADO

Poète espagnol, né en 1875 et mort en 1939. Il fut un membre du mouvement littéraire connu sous le nom de génération de 98.

Ses textes mélancoliques et intimistes racontent son amour de la terre mais aussi les tragédies qui le frappèrent de son vivant, comme la mort de sa jeune femme Leonor. Il fut en contact avec des contemporains illustres, notamment le poète français Paul Verlaine.

